



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 13 AOUT 1904.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2545

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du vingt-septième jour de juillet 1897, pour la paroisse de Saint-Aimé, dans le comté de Richelieu, et de nommer par commission, en date du trois août 1904, MM. Adolphe Adrien Pepin, médecin, Narcisse Fourquin dit Leveillé, cultivateur, Paul Potvin, rentier, Stanislas Danis, sacristain, et Maurice Louis Peloquin, marchand, de la paroisse de Saint-Aimé, commissaires de la dite cour. 2637

Proclamation

Canada
Province de
Québec.

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 13th AUGUST, 1904.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2546

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the twenty seventh day of July, 1897, for the parish of Saint Aimé, in the county of Richelieu, and by commission, dated the third of August, 1904, to appoint Messrs. Adolphe Adrien Pepin, physician, Narcisse Fourquin dit Leveillé, farmer, Paul Potvin, gentleman, Stanislas Danis, sexton, and Maurice Louis Peloquin, merchant, of the parish of Saint Aimé, commissioners of the said court. 2638

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le QUINZIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

AT TENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le QUINZIEME jour du mois d'AOUT mil neuf cent quatre, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-QUATRIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce TROISIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,
L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec.

2163

Avis du Gouvernement

Québec, 9 août 1904.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du canton de Garthby, comté de Wolfe, pour obtenir l'autorisation de ne publier tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité, en langue française seulement.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième publication du dit avis.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

2645

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, par Joseph Edouard Murdock McKenzie, notaire public, demeurant et pratiquant en la paroisse de Saint-Gervais, comté de Bellechasse, district de Montmagny, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Edouard Murdock McKenzie, en son vivant prati-

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FIFTEENTH day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and four, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the FIFTEENTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and four, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY FOURTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this THIRD day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

-By command,
L. G. DESJARDINS
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

2164

Government Notice

Quebec, 9th August, 1904.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in council, by the municipality of the township of Garthby, in the county of Wolfe, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second publication of the said notice.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary.

2646

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Joseph Edouard Murdock McKenzie, notary public, residing and practising in the parish of Saint Gervais, county of Bellechasse, district of Montmagny, by which he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Edouard Murdock McKenzie, in his lifetime practising in the same

quant au même endroit, conformément aux dispositions du code du notariat.

2609.2 **JOS. BOIVIN,**
Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Pamphile Laplante, notaire public, demeurant et pratiquant en la paroisse de Saint-Stanislas de Kostka, comté et district de Beauharnois, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Jean-Baptiste Laplante, en son vivant pratiquant au même endroit, conformément aux dispositions du code du notariat.

2403.4 **AMD. ROBITAILLE,**
Secrétaire de la province.

**EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.**

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant une commune, le ré-arpentage de tout canton, tigne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tourant ou non, et les dimensions de ce pont-tourant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment

place, in virtue of the provisions of the notarial code.

2610 **JOS. BOIVIN,**
Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Pamphile Laplante, notary public, residing and practising in the parish of Saint Stanislas de Kostka, county and district of Beauharnois, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Jean Baptiste Laplante, in his lifetime notary practising at the same place, in virtue of the provisions of the notarial code.

2404 **AMD. ROBITAILLE,**
Provincial Secretary

**EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL**

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such

es parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au Bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2541

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations

bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2542

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing

existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Town or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

" 5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelqu'amendement à un statut en vigueur, soit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

2543

Greffier de l'Assemblée Législative.

" 5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

" 2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill in the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

" 3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

" 3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

2544

Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 532.

Dame Ophelia A. Orcutt, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, épouse séparée de biens de David Peebles, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice en cette cause, Demanderesse;

vs

David Peebles, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de corps a été, ce jour, instituée en cette cause.

M. F. HACKETT,

Avocat de la demanderesse.

Sherbrooke, 19 juillet 1904.

2643

Miscellaneous Notices

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 532.

Dame Ophelia A. Orcutt, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, wife separate as to property of David Peebles, of the same place, farmer, judicially authorized to ester in justice in this behalf, Plaintiff;

vs

David Peebles, of the same place, Defendant.
An action in separation de corps has, this day, been instituted in this cause.

M. F. HACKETT,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 19th July, 1904.

2644

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
No 182.

Dame Malvina Caron, épouse commune en biens de
Georges Poulin, fils d'Hilaire, cultivateur, de
Saint-Georges, Demanderesse ;

vs

Le dit Georges Poulin, fils d'Hilaire, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
par la demanderesse, le 6 août 1904.

GODBOUT & FERRON,
Avocats de la demanderesse.
2657

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*

Dame Géraldine Gagné, épouse commune en biens
de Napoléon Beaudoin, propriétaire de moulin,
de la paroisse de Saint-Georges, Demanderesse ;

vs

Le dit Napoléon Beaudoin, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a
été instituée par la demanderesse, le 20 avril 1904.

GODBOUT & FERRON,
Avocats de la demanderesse.
2659

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
No 159.

Dame Lucie Dubé, épouse commune en biens de
Alphonse Bureau, cultivateur, de Saint-Vital de
Lambton, Demanderesse ;

vs

Le dit Alphonse Bureau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
par la demanderesse, le 27 juillet 1904.

GODBOUT & FERRON,
Avocats de la demanderesse.
2661

Cour Supérieure—District de Montreal.
No 1223.

Dame Dina Charette, épouse commune en biens de
François Hurtubise, tous deux de la cité et du
district de Montréal, dûment autorisée aux fins
des présentes par jugement de cette cour,
Demanderesse ;

vs

François Hurtubise, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée,
ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

J. J. BEAUCHAMP,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 9 août 1904. 2649

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2191.

Dame Angéline Marcotte, de Montréal, épouse com-
mune en biens de Fortunat Matard, sculpteur,
du même lieu, Demanderesse ;

vs

Le dit Fortunat Matard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée,
ce jour.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 3 août 1904. 2587.2

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4549.

Dame Cornélie Giguère, de la paroisse de Saint-
Robert, dans le district de Richelieu, dûment au-
torisée à ester en justice, a, ce jour, poursuivi en
séparation de biens, son époux, Ovide Dupré, cul-
tivateur, du même lieu.

C. J. C. WURTELE,
Avocat de la demanderesse.
Sorel, 16 juillet 1904. 2445.4

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
No. 182.

Dame Malvina Caron, wife common as to property
of Georges Poulin, son of Hilaire, farmer, of
Saint Georges, Plaintiff ;

vs

The said Georges Poulin, son of Hilaire, Defendant.
An action for separation of property has been
instituted by the plaintiff, on the 6th of August, 1904.

GODBOUT & FERRON,
Attorneys for plaintiff.
2658

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*

Dame Géraldine Gagné, wife common as to pro-
perty of Napoléon Beaudoin, mill owner, of the
parish of Saint Georges, Plaintiff ;

vs

The said Napoléon Beaudoin, Defendant.
An action for separation from bed and board has
been instituted in this cause by the plaintiff, on the
20th April, 1904.

GODBOUT & FERRON,
Attorneys for plaintiff.
2660

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
No. 159.

Dame Lucie Dubé, wife common as to property of
Alphonse Bureau, farmer, of Saint Vital de Lamb-
ton, Plaintiff ;

vs

The said Alphonse Bureau, Defendant.
An action for separation of property has been
instituted by the plaintiff, on the 27th of July,
1904.

GODBOUT & FERRON,
Attorneys for plaintiff.
2662

Superior Court—District of Montreal.
No. 1223.

Dame Dina Charette, wife common as to property
of François Hurtubise, both of the city and dis-
trict of Montreal, duly authorized to these pre-
sents by judgment of this court, Plaintiff ;

vs

François Hurtubise, of the same place, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted, this day, by the plaintiff against the
defendant.

J. J. BEAUCHAMP,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 9th August, 1904. 2650

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2191.

Dame Angéline Marcotte, of Montreal, wife common
as to property of Fortunat Matard, sculptor, of
the same place, Plaintiff ;

vs

The said Fortunat Matard, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted, this day.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 3rd August, 1904. 2588

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4549.

Dame Cornélie Giguère, of the parish of Saint
Robert, in the district of Richelieu, duly author-
ized thereto, has, this day, instituted an action for
separation of property from her husband, Ovide
Dupré, yeoman, of the same place.

C. J. C. WURTELE,
Attorney for plaintiff.
Sorel, 16th July, 1904. 2446

Dame Adéline *alias* Claudia Lacasse, épouse d'Ovide Papineau, agent, des cité et district de Montréal, actionne son dit époux en séparation de corps et de biens. Montréal, 3 août 1904. N. U. Lacasse, avocat. 2575.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dame Adélia Collerette, épouse commune en biens de Cléophas Lalongé, menuisier, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Cléophas Lalongé, menuisier, de la ville de Saint-Louis, dit district, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le deuxième jour de juin 1904.

BISAILLON & BROSSARD,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 25 juillet 1904. 2497.3

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 115.

Dame Clarinda Tétrault, de la paroisse de Sainte-Madeleine, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Adélar Lucier, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Adélar Lucier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

V. ERNEST FONTAINE,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 26 juillet 1904. 2515.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2111.

Dame Marie Pacifique Faillé, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de J.-Léandre Racicot, marchand, du même lieu, Demanderesse ;

vs
Le dit J.-Léandre Racicot, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, en cette cause.

CHS-HECTOR LAVALLEE,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 11 juillet 1904. 2365.5

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No 1009.

Dame Suzanne Lefebvre, du canton Bouthillier, dans le district d'Ottawa, épouse commune en biens de Honoré Poitevin, industriel, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Honoré Poitevin, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, ce troisième jour d'août 1904.

MAJOR & FORTIER,
Avocats de la demanderesse.
Hull, 3 août 1904. 2617.2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
No 141.

In re Félix Labrecque, de Lambton, Failli ;
et

Moïse Poulin, Requérannt cession.
Avis est donné que le troisième jour du mois d'août courant 1904, le soussigné a été nommé par

Dame Adéline *alias* Claudia Lacasse, wife of Ovide Papineau, agent, of the city and district of Montreal, sues her said husband in separation as to bed and property. Montreal, 3rd August, 1904. N. U. Lacasse, attorney. 2576

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Dame Adélia Collerette, wife common as to property of Cléophas Lalongé, joiner, of the town of Saint Louis, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Defendant.

vs
Cléophas Lalongé, joiner, of the town of Saint Louis, district of Montreal, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the second day of June, 1904.

BISAILLON & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 25th July, 1904. 2498

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 115.

Dame Clarinda Tétrault, of the parish of Sainte-Madeleine, district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Adélar Lucier, trader, of the same place, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs
The said Adélar Lucier, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted in this cause.

V. ERNEST FONTAINE,
Attorney for plaintiff.
Saint Hyacinth, 26th July, 1904. 2516

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2111.

Dame Marie Pacifique Faillé, of the city and district of Montreal, wife common as to property of J. Léandre Racicot, merchant, of the same place. Plaintiff ;

vs
The said J. Léandre Racicot, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

CHS-HECTOR LAVALLEE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 11th July, 1904. 2266

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court*
No. 1009.

Dame Suzanne Lefebvre, of the township of Bouthillier, in the district of Ottawa, wife common as to property of Honoré Poitevin, manufacturer, of the same place, duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs
The said Honoré Poitevin, Defendant.
An action for separation as to bed and board and as to property from the defendant, has been instituted this third day of August, 1904.

MAJOR & FORTIER,
Attorneys for plaintiff.
Hull, 3rd August, 1904. 2618

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
No. 141.

In re Félix Labrecque, of Lambton, Insolvent ;
and

Moïse Poulin, Petitioner for assignment.
Notice is hereby given that on the 3rd day of August, 1904, by an order of this court, the under-

une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Félix Labrecque, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

J. E. GUERTIN,
Curateur.

Saint-Vital de Lambton, 4 août 1904. 2633

Avis est donné que J. Léon Bertrand, de Québec, marchand, faisant affaires sous les noms et raison sociale de Bertrand & Gauvin, a, le neuvième jour du mois d'août 1904, fait cession de ses biens au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Québec.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens-provisoires.

Québec, 9 août 1904. 2647

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de D. M. Macpherson, manufacturier de fromage et beurre, à Huntingdon.

Un premier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'à mercredi, le 24 août 1904, au bureau des sous-signés curateurs conjoints, après laquelle date les dividendes seront payables.

ANDREW PHILPS,
N. McCRIMMON,
Curateurs conjoints.

2653

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de D. M. Macpherson & Son et J. A. Macpherson, manufacturiers de fromage et beurre.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à mercredi, le 24 août 1904, au bureau des sous-signés curateurs conjoints, après laquelle date les dividendes seront payables.

A. PHILPS,
N. McCRIMMON,
Curateurs conjoints.

2655

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure*
In re W. C. Fyfe, hôtelier, de la paroisse de Saint-Faustin, province de Québec, Failli ;

et
J. O. Motard, Gardien provisoire.
Aux créanciers du dit failli.

Avis vous est donné que le 8 août 1904, le dit failli a déposé son bilan au greffe de la cour supérieure du district de Terrebonne.

J. O. MOTARD,
Gardien provisoire.

2669

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Eugène L'Ecuyer, Saint-Polycarpe, P. Q. Insolvable.

Avis vous est donné que le 10e jour d'août 1904, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 13 août 1904. 2663

signed was appointed curator to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

J. E. GUERTIN,
Curator.

Saint Vital de Lambton, 4th August, 1904. 2634

Notice is given that J. Leon Bertrand, of Quebec, merchant, carrying on business under the name, style and firm of Bertrand & Gauvin, did, on the ninth day of the month of August, 1904, make a judicial abandonment of his estate at the office of the prothonotary of the superior court, at Quebec.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardians.

Quebec, 9th August, 1904. 2648

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
In the matter of D. M. Macpherson, cheese and butter manufacturer, Huntingdon.

A first dividend sheet has been prepared open to objection at the office of the undersigned joint curators until Wednesday, 24th August, 1904, after which date dividends will be paid.

ANDREW PHILPS,
N. McCRIMMON,
Joint curators.

2654

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
In the matter of D. M. Macpherson & Son and J. A. Macpherson, cheese and butter manufacturers.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection at the office of the undersigned joint curators, until Wednesday, 24th August, 1904, after which date dividends will be paid.

A. PHILPS,
N. McCRIMMON,
Joint curators.

2656

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
In re W. C. Fyfe, hotel keeper, of the parish of Saint-Faustin, province of Quebec, Insolvent ;

and
J. O. Motard, Provisional guardian.
To the creditors of the said insolvent.

Take notice that on the 8th of August, 1904, the said insolvent has filed his statement in the prothonotary's office of the district of Terrebonne.

J. O. MOTARD,
Provisional guardian.

2670

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Eugène L'Ecuyer, Saint Polycarpe, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that on the 10th day of August, 1904, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 13th August, 1904. 2664

Vente de Faillite

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 178.
 W. J. Bellingham, Demandeur ;
 vs
 George B. Sadler, Failli ;
 et
 Arthur W. Wilks et J. Wilfrid Michaud,
 Curateurs conjoints.

Avis est par les présentes donné que par suite et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, le 13e jour de juillet 1904, les droits du dit failli à la propriété immobilière suivante seront vendus par encan public, à la salle de vente de l'encanteur soussigné, MERCREDI, le 31e jour d'AOUT 1904, à 11 heures de l'avant-midi ; sujets à toutes les charges, clauses et conditions contenues sur la liste des charges et conditions de vente déposée au bureau des soussignés.

Un certain lot de terre sis et situé rue Torrance, dans le quartier Saint-Antoine, des cité et district de Montréal, étant la subdivision du lot numéro quatorze, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, sous le numéro cinq cent quatre-vingt-treize (593), contenant vingt-deux pieds six pouces de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, et une superficie de seize cent quatre-vingt-sept pieds et demie, tous de mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, avec l'usage en commun de la ruelle en arrière connue comme subdivision du lot numéro onze, du dit lot 593—avec les bâtisses sus-érigées et les dépendances y attenant.

ARTHUR W. WILKS,
 J. WILFRID MICHAUD,
 Curateurs conjoints,
 205, rue Saint-Jacques.

Marcotte Frères,
 Encanteurs,
 69, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 4 août 1904. 2635

En Liquidation

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
 Devant le protonotaire.
 Le cinquième jour d'août mil neuf cent quatre.
 In re Napoléon Grégoire, Requéran ;
 et
 La Compagnie Electrique de Plessisville,
 Insolvable.

Vu les requêtes à nous présentées ce jour, et les pièces à l'appui d'icelles ;

Vu l'absence de tout juge du chef-lieu de ce district, et vu l'article 33 C. P. C. ;

Accordons les dites requêtes et déclarons que la compagnie dite la Compagnie Electrique de Plessisville, corps politique et incorporé en vertu de lettres patentes, ayant son principal bureau d'affaires dans le village de Plessisville, dans ce district, est insolvable, et ordonnons en conséquence la mise en liquidation de la dite Compagnie Electrique de Plessisville, et nommons par les présentes J. B. Dupuis, du village de Plessisville, gardien et liquidateur provisoire aux biens de la dite Compagnie Electrique de Plessisville.

Et ordonnons qu'une assemblée de tous les créanciers, contributaires et actionnaires de la dite Compagnie Electrique soit tenue au palais de justice, à Arthabaska, le vingt août courant, à dix heures de l'avant-midi, pour procéder à la nomination d'un ou

Insolvent Sale

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 178.
 W. J. Bellingham, Plaintiff ;
 vs
 George B. Sadler, Insolvent ;
 and
 Arthur W. Wilks and J. Wilfrid Michaud,
 Joint curators.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting in the city of Montreal, in the district of Montreal, on the 13th day of July, 1904, the rights of the said insolvent in the following immoveable property will be sold by public auction, at the salesroom of the undersigned auctioneer, on WEDNESDAY, the 31st day of AUGUST, 1904, at 11 o'clock in the forenoon ; subject to all charges, clauses and conditions contained in the list of charges and conditions of sale deposited in the office of the undersigned.

That certain lot of land situate and being in Torrance street, in Saint Antoine ward, of the city and district of Montreal, being subdivision lot number fourteen, of the lot known and designated on the official plan and the book of reference of said ward, by the number five hundred and ninety three (593), containing twenty two feet six inches in width by seventy five feet in depth, and a superficial area of sixteen hundred and eighty seven and a half feet, all english measure, more or less, without warranty of precise measurements, with the use in common with others of the lane in rear known as subdivision lot number eleven, of said lot 593—with the buildings thereon erected with the members and appurtenances thereto belonging.

ARTHUR W. WILKS,
 J. WILFRID MICHAUD,
 Joint curators,
 205, Saint James street.

Marcotte Bros.,
 Auctioneers,
 69, Saint James street.
 Montreal, 4th August, 1904. 2636

In Liquidation

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 Before the protonotary.
 The fifth day of August, nineteen hundred and four.
 In re Napoléon Grégoire, Petitioner ;
 and
 The Plessisville Electric Company,
 Insolvent.

Having seen the petitions to us this day presented and the documents annexed to the said petitions ;

Seeing the absence of the judge from the *chef-lieu* of this district, and seeing the article 33 C. P. C. ;

These said petitions are granted and it is declared that the said company The Plessisville Electric Company, a body politic and corporate by letters patent, having its principal office and place of business in the village of Plessisville, in this district, is insolvent, and it is ordered that the said company be put into liquidation, and we do appoint by these presents, J. B. Dupuis, of the said village of Plessisville, provisional liquidator to the estate of the said Plessisville Electric Company.

It is ordered that a meeting of all the creditors, contributaries and shareholders of the said Electric Company be held at the court house, at Arthabaska, the twentieth day of August instant, at ten o'clock in the forenoon, in order to appoint one or several

plusieurs liquidateurs des affaires de la dite compagnie insolvable ; et à cette fin, ordre est donné au liquidateur provisoire J. B. Dupuis, de transmettre sans délai au protonotaire de la cour supérieure de ce district, une liste de tous les créanciers et actionnaires de la dite compagnie insolvable, pour qu'icelui protonotaire transmette sans délai aux dits créanciers et actionnaires un avis par lettre recommandée de la tenue de la dite assemblée.

Ordonnons en outre au dit liquidateur provisoire de permettre l'accès aux livres de la dite compagnie insolvable à tous les créanciers et actionnaires d'icelle ou leurs représentants, et ce, d'ici à la date de la dite assemblée.

Il est ordonné de plus que le présent ordre soit publié une fois dans la "Gazette Officielle de Québec," le tout suivant la loi.

(Signé) HENRI LAURIER,
P. C. S.

Vraie copie,
ADÉLARD PICHER,
Dép. P. C. S. 2641

Règle de Cour

Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de Bedford. }
No 7264.

Sweetsburg, le 29 juillet 1904.

Présent :—L'Honorable M. le juge Lynch.
Alexander B. Rattray, Demandeur ;

vs

Robert H. Arthur, des ville et district de Montréal, et William W. Arthur, ci-devant du canton de Bolton (partie est), dans le district de Bedford, mais maintenant de lieux inconnus, tous deux ci-devant faisant affaires ensemble comme commerçants, en société, à Knowlton, dans le dit district de Bedford, sous les nom et raison de Arthur Brothers, Défendeurs ;

et

Wiley & Riley, Limited, et al, Tiers-saisis.

Vu la requête du demandeur et l'insolvabilité alléguée des défendeurs, il est ordonné que les créanciers des dits défendeurs soit appelés par un avis à être publié deux fois en langues française et anglaise, dans la "Gazette Officielle de Québec", et que les dits créanciers soient requis de produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la dite "Gazette Officielle de Québec."

LEONARD & NOYES,
2573.2 P. C. S.

Licitations

Canada, }
Province de Québec, }
District de Montréal. }

LICITATION.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, le cinquième jour d'août 1903, dans une certaine cause portant le numéro 1486, des archives de la dite cour, dans laquelle cause Charles Alexander Thomson, des cité et district de Montréal, marchand, est le Demandeur ; et Johnston Robert Campbell Thomson, marchand, de la cité de Détroit, dans l'état du Michigan, un des états-unis d'Amérique ; Margaret Johnston Thomson, fille majeure, Florence McGuffey Thomson, fille majeure, Dame Barbara Thomson, veuve de feu Charles Henry Tuggey, tous des

liquidators to the estate of the said insolvent company ; and it is ordered to the said provisory liquidator J. B. Dupuis, to transmit without delay to the protonotary of the superior court for this district, a list of all the creditors and shareholders of the said company insolvent, in order that the said protonotary should transmit without delay to the said creditors and shareholders a notice by registered letter of the said meeting.

It is further ordered to the said provisory liquidator to give communication of the books of the said company insolvent to all creditors and shareholders of the said company or their representatives, until the date of the said meeting.

Order is also given that the present judgment be published once in the "Quebec Official Gazette," the whole according to law.

(Signed) HENRI LAURIER,
P. S. C.

True copy,
ADÉLARD PICHER,
Dep. P. S. C. 2642

Rule of Court

Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of Bedford. }
No. 7264.

Sweetsburg, the 29th July, 1904.

Present :—The Honorable Mr. Justice Lynch.
Alexander B. Rattray, Plaintiff ;

vs

Robert H. Arthur, of the city and district of Montréal, and William W. Arthur, heretofore of the township of Bolton (east part), in the district of Bedford, now of parts unknown, both heretofore carrying on business as traders together in co-partnership at Knowlton, in said district of Bedford, under the firm name and style of Arthur Brothers, Défendants ;

and

Wiley & Riley, Limited, et al, Garnishees.

Seeing the motion of said plaintiff and the alleged insolvency of the defendants, it is ordered that the creditors of the said defendants be called in by two publications in the french and english languages, in the "Quebec Official Gazette", and that the said creditors do file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in said "Quebec Official Gazette."

LEONARD & NOYES,
2574 P. C. S.

Licitations

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Montreal. }

LICITATION.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at the city of Montréal, in the district of Montréal, on the fifth day of August, 1903, in a certain case bearing the number 1486, of the records of the said court, in which Charles Alexander Thomson, of the city and district of Montréal, merchant, is the Plaintiff ; and Johnston Robert Campbell Thomson, merchant, of the city of Detroit, in the state of Michigan, one of the united states of America ; Margaret Johnston Thomson, spinster, of the age of majority, Florence McGuffey Thomson, spinster, of the age of majority, Dame Barbara Thomson, widow of the late Charles

cité et district de Montréal; Dame Mary Ann Thomson, veuve de feu Frederick August Thayer, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario; Dame Ann Thomson, veuve de feu James William Paton, de Toronto susdit, John H. Garth, de la dite cité de Montréal, marchand, en sa qualité de curateur dûment nommé à John Holmes Thomson, ci-devant de la dite cité de Montréal, présentement absent, et le dit John H. Garth, aussi en sa qualité de curateur dûment nommé à la substitution créée par le testament et codicile d'iceux de feu Dame Barbara Holmes, veuve de feu James Thomson, en son vivant de Montréal susdit, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble décrit comme suit savoir :

Ce certain lot de terre dans la cité de Montréal, connu comme lot numéro douze cent cinquante-sept (1257), sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, faisant front sur la rue Cathcart—avec les bâtisses dessus érigées et tous les droits, circonstances et dépendances y appartenant.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, JEUDI, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE 1904, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, en la cité de Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges et conditions de la vente, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge, afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de la faire.

LAFLEUR, MACDOUGALL &
MACFARLANE,
Avocats du demandeur.

Montréal, 9 août 1904. 2651
[Première publication, 13 août 1904.]

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le seizième jour de juin 1904, dans une cause portant le No 2955 des records de la dite cour, où Grace Ella Tabb, est Demanderesse, et Maria Everett Tabb et autres, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, à savoir :

Ce lot de terre situé dans le quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, connu comme lot No 735, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, ensemble avec tous les droits et privilèges dans et sur le passage mitoyen voisin établi entre feu Horatio Nelson Tabb et John Kelly, sur la partie du lot No 736, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent, par acte d'accord passé devant D. E. Papineau et collègue, notaires publics, et portant la date 23 décembre 1856, et enregistré dans la division d'enregistrement de Montréal Est, le 30e jour d'octobre 1878, sous les Nos 2188 et 2192—avec les bâtisses et dépendances érigées sur les dites propriétés, et tous les droits mitoyens et autres ayant rapport.

La propriété ci-dessus décrite sera mise à l'enchère et adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, cour tenante de la cour supérieure, dans la chambre No 31, du palais de justice, de la cité de Montréal, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1904); sujette aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition devra être déposée au greffe du proto-

Henry Tuggey, all of the city and district of Montreal; Dame Mary Ann Thomson, widow of the late Frederick August Thayer, of the city of Toronto, in the province of Ontario; Dame Ann Thomson, widow of the late James William Paton, of Toronto aforesaid, John H. Garth, of the said city of Montreal, merchant, in his quality of curator duly appointed to John Holmes Thomson, formerly of the said city of Montreal, presently an absentee, and the said John H. Garth, also in his quality of curator duly appointed to the substitution created by the last will and testament and codicils thereto of the late Dame Barbara Holmes, widow of the late James Thomson, in his lifetime of Montreal aforesaid, are Defendants, ordering the licitation of that certain immoveable property described as follows, to wit :

That certain lot of land in the city of Montreal, known as lot number twelve hundred and fifty seven (No. 1257), on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward, fronting on Cathcart street—with the buildings thereon erected and with all rights, members and appurtenances thereto belonging.

The property above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on THURSDAY, the FIFTEENTH day of SEPTEMBER, 1904, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, at the sitting of this court, in the court house, in the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges and conditions of sale, deposited in the office of the prothonotary of said court; and that any opposition to annul, to secure charges or withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby mentioned they will be foreclosed from so doing.

LAFLEUR, MACDOUGALL &
MACFARLANE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 9th August, 1904. 2652
[First published, 13th August, 1904.]

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the sixteenth day of June, 1904, in a cause bearing No. 2955 of the records of said court, wherein Grace Ella Tabb, is Plaintiff, and Maria Everett Tabb and others, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

That certain lot of ground situate in the Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, and known as lot No. 735, on the official plan and book of reference of said ward, together with all and every the rights and privileges in, to and over an adjoining mitoyen passage established between the late Horatio Nelson Tabb and John Kelly, on part of lot No. 736, on the official plan and book of reference of said Saint Lawrence ward, by deed of agreement executed before D. E. Papineau and colleague, notaries public, and bearing date 23rd December, 1856, and registered in the registration division of Montreal East, on 30th October, 1878, under Nos. 2188 and 2192—with the buildings and dependencies erected on said properties, and all mitoyen and other rights connected therewith or thereto appertaining.

The property above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and highest bidder, at the sitting of the superior court in room No. 31, in the court house, in the city of Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next (1904); subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, and that all oppositions to the sale must be filed in

notaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties, elles seront forcloses du droit de le faire.

F. S. MACLENNAN,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 6 août 1904. 2571
[Première publication, 6 août 1904.]

Ventes par le Sherit—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, comté de Missisquoi, à Farnham, Province de Québec, } JOHN PATTERSON, de District de Bedford, } la cité et du district de No 4088. } Montréal, marchand de thé et café, ayant sa place d'affaires dans les dits cité et district, et faisant affaire sous les nom et raison de John Duncan & Cie, Demandeur ; contre les terres et tenements de THOMAS BOYCE, de la partie ouest du canton de Farnham, comté de Missisquoi et district de Bedford, Défendeur.

Ce certain morceau de terre formant partie du troisième rang de l'arpentage primitif du canton de Farnham, dans le district de Bedford, et maintenant connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham, dit district, comme les parties est des lots numéros cent quatre-vingt-dix-sept (197) et cent quatre-vingt-dix-huit (198), contenant environ soixante-douze arpents et soixante-seize perches en superficie—avec toutes les améliorations faites ; borné à l'ouest par le Lac Champlain et la jonction du chemin de fer Saint-Laurent, au sud et à l'est par le chemin public, et au nord par le numéro officiel cent quatre-vingt-seize (196).

Pour être vendu à la porte de la bâtisse servant actuellement au service divin, sur les terrains du collège, dans la ville de Farnham, district de Bedford, le DIX-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Sherif, Shérif.
Sweetsburg, 2 août 1904. 2631
[Première publication, 13 août 1904.]

Ventes par le Sherif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } VITAL ELZEAR PARA- No 1068. } DIS, Curateur ; contre EDMOND VILLENEUVE, Failli.

Un emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquières, sous le numéro vingt et un A (21 A), du quatrième rang de ce canton, lequel mesurant cent cinquante pieds de largeur du sud au nord, sur cent cinquante pieds de profondeur de l'ouest à l'est, et est borné vers l'est par le terrain du vendeur Jean alias Johnny Brassard, et partie par le terrain de sieur Louis

the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that all oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication on pain of being foreclosed.

F. S. MACLENNAN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 6th August, 1904. 2572
[First published, 6th August, 1904.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court, county of Missisquoi, at Farnham, Province of Québec, } JOHN PATTERSON, of District of Bedford, } the city and district of No. 4088. } Montreal, tea and coffee merchant, and having his place of business in the said city and district, and doing business there under the firm, name and style of "John Duncan & Co.", Plaintiff ; against the lands and tenements of THOMAS BOYCE, of the west part of the township of Farnham, county of Missisquoi and district of Bedford, Defendant.

That certain piece of land forming part of third range of the primitive survey of the township of Farnham, in the district of Bedford, and now known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Romuald de Farnham, in said district, as the east parts of lots one hundred and ninety seven (197) and one hundred and ninety eight (198), containing about seventy two arpents and seventy six perches in superficies — with all improvements thereon ; bounded west by the Lake Champlain and Saint Lawrence Junction Railway, south and east by the highway, and north by official number one hundred and ninety six (196).

To be sold at the door of the building now used as a place of divine worship on the college grounds, in the town of Farnham and district of Bedford, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sweetsburg, 2nd August, 1904. 2632
[First published, 13th August, 1904.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } VITAL ELZEAR PA- No. 1068. } RADIS, Curator ; against EDMOND VILLENEUVE, Insolvent.

A piece of land forming part of the lot known and described in the official cadastre of the township of Jonquières, under the number twenty one A (21 A), of the fourth range of this township, which measures one hundred and fifty feet in width from the south to the north, by one hundred and fifty feet in depth from the west to the east, and is bounded towards the east by the land of the vendor

Villeneuve, vers l'ouest par une ruelle réservée par le vendeur et dont l'acquéreur aura l'usage à perpétuité lui-même et ses représentants pour communiquer de son terrain au chemin public, et vers le nord encore par une ruelle réservée par le vendeur et dont l'acquéreur aura l'usage de la même manière que celle ci-dessus mentionnée—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Dominique de Jonquières, dans le dit canton, à ONZE heures de l'avant-midi, le HUITIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain.

Bureau du Shérif, Chicoutimi, 2 août 1904.
Première publication du 6 août 1904 est nulle.

O. BOSSÉ,

Shérif,
2565

[Première publication, 13 août 1904.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: } **S**ERAPHIN LAPLAINE, No 179. } **S** journalier, de la cité et du district de Montréal, Demandeur; contre AUGUSTIN DUPRAS, ci devant de Saint-Rémi, dans le district d'Iberville, et maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

1° Un terrain sis et situé au côté est du chemin du rang Saint-Rémi, en la paroisse de Saint-Rémi, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Rémi, sous le numéro cent quatre-vingt-treize (No 193)—sans bâtisses.

2° Un autre terrain sis et situé au côté ouest de chemin du dit rang Saint-Rémi, en la dite paroisse de Saint Rémi, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro cent quatre-vingt-neuf (No 189)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Rémi, le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Saint-Jean, 8 août 1904.
[Première publication, 13 août 1904.]

LS. MAYRAND,

Shérif,
2639

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **O**RPHIRE BRUNEAU, No 16173. } **O** médecin vétérinaire, dûment qualifié comme tel, de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de JEAN-BAPTISTE PRUD'HOMME, hôtelier, du même lieu, Défendeur.

Jean alijs Johnny Brassard, and partly by the land of Mr. Louis Villeneuve, towards the west by a lane reserved by the vendor and of which the purchaser shall have the use in perpetuity for himself and his representatives to communicate from his land to the public road, and towards the north also by a lane reserved by the vendor and of which the purchaser shall have the use in the same manner as the one above mentioned—with the buildings thereon erected, circumstances and dependences.

To be sold at the church door of the parish of Saint Dominus de Jonquières, in the said township, at ELEVEN of the clock in the forenoon, of the EIGHTH day of the month of SEPTEMBER next.

Sheriff's office, Chicoutimi, 2nd August, 1904.
First publication of the 6th August, 1904, is null.

O. BOSSE,

Sheriff,
2566

[First published, 13th August, 1904.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit: } **S**ERAPHIN LAPLAINE, No. 179. } **S** laborer, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against AUGUSTIN DUPRAS, heretofore of Saint Rémi, in the district of Iberville, and now of an unknown place, Defendant.

1. A piece of ground lying and situate on the east side of the road of Saint Rémi range, in the parish of Saint Rémi, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Rémi, under the number one hundred and ninety three (No. 193)—without buildings.

2. Another piece of ground lying and situate on the west side of the road of the said Saint Rémi range, in the said parish of Saint Rémi, known and designated on the aforesaid official plan and book of reference, under the number one hundred and eighty nine (No. 189)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Rémi aforesaid, on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Saint Johns, 8th August, 1904.
[First published, 13th August, 1904.]

LS. MAYRAND,

Sheriff,
2640

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **O**RPHIRE BRUNEAU, No. 16173. } **O** terinary surgeon, duly qualified as such, of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of JEAN BAPTISTE PRUD'HOMME, hotel-keeper, of the same place, Defendant.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, un neuvième indivis des immeubles ci-après mentionnés, savoir :

1° Une terre située dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce, comté Hochelaga, district de Montréal, ayant front au chemin du Côteau Saint-Pierre ou "Upper Lachine Road," et connue et désignée comme étant partie du lot numéro cent soixante et dix-neuf (No 179), du cadastre de la paroisse de Montréal. La dite terre bornée comme suit : en front au sud-est par le chemin du Côteau Saint-Pierre ou "Upper Lachine Road," en arrière par le lot numéro soixante et un (No 61), du dit cadastre, d'un côté au nord-est par le lot numéro cent quatre-vingt (No 180), du dit cadastre, de l'autre côté au sud-est par le lot numéro cent soixante et dix-sept (No 177), du dit cadastre—avec une maison, écurie et autres dépendances, moins les lisières de terrains occupés par les compagnies de chemin de fer "Atlantic & North West Railway," et maintenant la compagnie du Pacifique Canadien, et du Parc et de l'Isle, tel qu'actuellement clôturées.

2° Un lot de terre situé en la paroisse de Notre-Dame de Grâce, comté Hochelaga, district de Montréal, ayant front au chemin de la côte Saint-Luc, et connu et désigné sous le numéro soixante et trois (No 63), du cadastre de la paroisse de Montréal—avec une maison et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Sherif, Montréal, 9 août 1904. Député Sherif. 2665
[Première publication, 13 août 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAVID ARTHUR LAFOR-

No 1809. } D FORTUNE, avocat, de la paroisse de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, pratiquant comme tel à Montréal, dit district, Demandeur ; contre les terres et tenements de PHILIAS PRUD'HOMME, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, un neuvième indivis des immeubles ci-après mentionnés, savoir :

1° Une terre ayant front au chemin du Côteau Saint-Pierre ou "Upper Lachine Road," et connue et désignée comme étant partie du lot numéro cent soixante et dix-neuf (179), du cadastre de la paroisse de Montréal ; la dite terre bornée comme suit : en front au sud-est par le chemin du Côteau Saint-Pierre ou "Upper Lachine Road," en arrière par le lot numéro soixante et un (61), du dit cadastre, d'un côté au nord-est par le lot numéro cent quatre-vingt (180), du dit cadastre, de l'autre côté au sud-ouest par le lot numéro cent soixante et dix-sept (177), du dit cadastre—avec une maison, écurie et autres dépendances ; moins les lisières de terrains occupées par les compagnies de chemins de fer de Atlantic & North West Ry Co., maintenant la compagnie du Pacifique Canadien et du Parc et de l'Isle, telles qu'actuellement clôturées.

2° Un lot de terre ayant front au chemin de la côte Saint-Luc, et connu et désigné sous le numéro soixante et trois (63), du cadastre de la paroisse de Montréal—avec une maison et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Sherif, Montréal, 9 août 1904. Député-Sherif. 2667
[Première publication, 13 août 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } MESSIEURS CRAMP ET

No 1364. } M EWING, de Montréal, avocats, sur distraction de frais, dans une certaine cause où JEREMIE MEILLEUR, de la paroisse de

Seized as belonging to the said defendant, one undivided ninth part of the immovable hereinafter described, to wit :

1. A farm situate in the parish of Notre-Dame de Grâce, in the county of Hochelaga, district of Montreal, having its front on the Coteau Saint Pierre or Upper Lachine Road, and known and distinguished as being part of lot number one hundred and seventy nine (No. 179), of the cadastre of the parish of Montreal. The said piece of land bounded as follows : in front towards the south east by the Coteau Saint Pierre or Upper Lachine Road, in rear by lot number sixty one (No. 61), of the said cadastre, on one side to the north east by the lot number one hundred and eighty (No. 180), of said cadastre, on the other side to the south east by the lot number one hundred and seventy seven (No. 177), of the said cadastre—with house, stable and other dependencies, less the strips of land occupied by the railway companies the Atlantic and North West Railway, now the Canadian Pacific Company and du Parc and de l'Isle, as actually fenced.

2. A lot of land situate in the parish of Notre-Dame de Grâce, county of Hochelaga, district of Montreal, fronting on the côte Saint Luc road, and known and distinguished under the number sixty three (No. 63), of the cadastre of the parish of Montreal—with a house and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Montreal, 9th August, 1904. Deputy Sheriff. 2666
[First published, 13th August, 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } DAVID ARTHUR LAFOR-

No. 1809. } D TUNE, advocate, of the parish of Saint Laurent, in the district of Montreal, practising as such at Montreal, in the said district, Plaintiff ; against the lands and tenements of PHILIAS PRUD'HOMME, of the city and district of Montreal, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant, one undivided ninth part of the immovables hereinafter mentioned, to wit :

1. A farm fronting on the Coteau Saint Pierre or Upper Lachine road, and known and designated as being part of lot number one hundred and seventy nine (179), of the cadastre of the parish of Montreal ; the said farm bounded as follows ; in front to the south east by the Coteau Saint Pierre or Upper Lachine road, in rear by lot number sixty one (61), of the said cadastre, on one side to the north east by lot number one hundred and eighty (180), of the said cadastre, on the other side to the south west by the lot number one hundred and seventy seven (177), of the said cadastre—together with a house, stable and other dependencies ; less the strips of land occupied by the Railway Companies The Atlantic and North West Railway Co., now the Company of the Canadian Pacific and the Park and Ireland, as actually fenced.

2. A lot of land fronting on the côte Saint Luc road, and known and designated under the number sixty three (63), of the cadastre of the parish of Montreal—with a house and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Montreal, 9th August, 1904. Deputy Sheriff. 2668
[First published, 13th August, 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } M ESSRS CRAMP AND

No. 1364. } M EWING, of Montreal, advocates, sur distraction de frais, in a certain suit wherein JEREMIE MEILLEUR, of the parish of

Sainte-Anne de Bellevue, dans le district de Montréal, cordonnier, était Demandeur; et THE LIVERPOOL AND LONDON AND GLOBE INSURANCE COMPANY, incorporée par acte de la législature de Québec, ayant sa principale place d'affaires pour la Puissance du Canada, dans les cité et district de Montréal, était Défenderesse.

Saisi comme appartenant et en la possession du dit demandeur, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre sis et situé dans la ville de Sainte-Anne de Bellevue, dans le district de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux E (2 E), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne de Bellevue, sous le numéro cent vingt-six (126); borné en front par le chemin public, d'un côté, par le lot numéro trois (3), de l'autre côté et en arrière par le lot numéro deux (2), de la subdivision du dit lot cent vingt-six (126)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, P. M. DURAND, Député Shérif.
— Montréal, 20 juillet 1904. 2463.2
[Première publication, 23 juillet 1904.]

Sainte Anne de Bellevue, in the district of Montreal, shoemaker, was Plaintiff; and THE LIVERPOOL AND LONDON AND GLOBE INSURANCE COMPANY, recognized and empowered by act of the Legislature of Quebec, having its head place of business for the Dominion of Canada, in the city and district of Montreal, was Defendant.

Seized as belonging to and in the possession of the said plaintiff, the following immoveable property, to wit :

A lot of land situated and being in the town of Sainte Anne de Bellevue, in the district of Montreal, known and distinguished under the number two E (2 E), of the subdivision of the official lot known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Anne de Bellevue, under the number one hundred and twenty six (126); bounded in front by the public highway, on one side by the lot number three (3), on the other side and in rear by the lot number two (2), of the subdivision of the said lot one hundred and twenty six (126)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, P. M. DURAND, Deputy Sheriff.
Montreal, 20th July, 1904. 2464
[First published, 23rd July, 1904.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } ONESIME LAFON-
No 3. } O TAINE, Deman-
deur; vs LA COMPAGNIE DE BRIQUETERIE
NATIONALE, LIMITÉE, corps politique et incor-
poré, ayant son bureau d'affaires en la paroisse de
Saint-Tite, Défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, savoir :

Un terrain situé dans le premier rang de la paroisse de Saint-Tite, faisant partie du lot numéro deux cent douze (212), du cadastre d'icelle paroisse, contenant trois arpents de front sur quinze arpents de profondeur, plus ou moins; borné en front à la Rivière des Envies, en profondeur au chemin de front du premier rang, d'un côté à Hubert Massicotte et à la ligne du chemin de fer "Le Grand Nord du Canada," et de l'autre côté à Dame J. N. Buist ou ses représentants—avec une bâtisse servant de briqueterie, une bouilloire, un engin et tous leurs accessoires, ainsi que les outils, machines et effets mobiliers servant à l'exploitation de la dite briqueterie, et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, le VINGT-QUATRIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, CHS DUMOULIN, Shérif.
Trois-Rivières, 19 juillet 1904. 2423.2
[Première publication, 23 juillet 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Trois-Rivières, à savoir : } LOUIS GEORGES
No 114. } HEON, de la ville
de Victoriaville, et ALBERT LAINESSE, de la
paroisse de Saint-Albert, tous deux commerçants,
faisant affaires comme tels, à Victoriaville, sous la

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } ONESIME LAFON-
No 3. } O TAINE, Plaintiff; vs
LA COMPAGNIE DE BRIQUETERIE NATIONALE, LIMITÉE, a body politic and corporate, having its business office in the parish of Saint Tite, Defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :

A lot of land situate in the first range of the parish of Saint Tite, forming part of lot number two hundred and twelve (212), of the cadastre of the said parish, containing three arpents in front by fifteen arpents in depth, more or less; bounded in front by the River des Envies, in depth by the front road of the first range, on one side by Hubert Massicotte and "The Canada Great Northern" line, and on the other side by Mrs. J. N. Buist or representatives—with a building used as a brick yard, a boiler, an engine and all their accessories, as well as the tools, machines and movables effects used for working the said brick factory, and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Tite, on the TWENTY FOURTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHARLES DUMOULIN, Sheriff.
Three Rivers, 19th July, 1904. 2424
[First published, 23rd July, 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Three Rivers, to wit : } LOUIS GEORGES
No. 114. } HEON, of the town of
Victoriaville, and ALBERT LAINESSE, of the
parish of Saint Albert, both traders, doing business
as such at Victoriaville, under the style and firm of

raison sociale de "Victoriaville Flour and Grain Company," Demanderesse ; vs H. CARIGNAN, Défendeur.

1^e Une terre située dans la paroisse de Saint-Maurice, dans le rang Saint-Jean, côté nord, connue et désignée sous le numéro trois cent vingt-huit (328), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-Maurice—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2^e Une autre terre située côté sud-est du rang Saint-Jean, dans la paroisse de Saint-Maurice, connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-Maurice, sous le numéro deux cent trente-quatre (234).

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Maurice, le VINGT-TROISIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 19 juillet 1904. 2421.2
[Première publication, 23 juillet 1904.]

Victoriaville Flour and Grain Company, Plaintiff ; vs H. CARIGNAN, Defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Maurice, in the Saint Jean range, north side, known and designated as number three hundred and twenty eight (328), of the official cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Saint Maurice—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Another land situated on the south east side of the Saint Jean range, in the parish of Saint Maurice, known and designated on the official cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Saint Maurice, as number two hundred and thirty four (234).

To be sold at the church door of the parish of Saint Maurice, on the TWENTY THIRD day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 19th July, 1904. 2422
[First published, 23rd July, 1904.]

Avis Divers

Cour Supérieure.—Québec.
No 2551.

Dame Alphonsine Perreault, de la paroisse de Saint-Jean Deschaillons, épouse commune en biens de Victor Bourret, du dit lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Victor Bourret, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, le 4 août 1904, par la demanderesse, contre le présent défendeur.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 11 août 1904. 2677

Superior Court.—Quebec.
No. 2551.

Dame Alphonsine Perreault, of the parish of the Saint Jean Deschaillons, wife common as to property of Victor Bourret, of the said place, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs

Victor Bourret, of the same place, Defendant.
An action for separation of property has been instituted, on the 4th of August, 1904, by the plaintiff, against the defendant.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Québec, 11th August, 1904, 2678

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Pontiac. } Cour Supérieure.

In re L. A. Levesque & Cie, marchands, Ville-Marie, Qué., Insolubles.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 29 août 1904, et date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

H. LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 11 août 1904. 2673

Province of Québec, }
District of Pontiac. } Superior Court.

In re L. A. Levesque & Co., merchants, Ville Marie, Que., Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 29th August, 1904, and after which date this dividend will be payable at my office.

H. LAMARRE,
Curator.

Office : 99, Saint James street.
Montreal, 11th August, 1904. 2674

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

In re J. P. A. Des Troismaisons & Co., Montréal, Insolubles.

Avis vous est donné que le 11e jour d'août 1904, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 13 août 1904. 2675

Province of Québec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In re J. P. A. Des Troismaisons & Co., Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that on the 11th day of August, 1904, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 13th August, 1904. 2676

District de Chicoutimi.

Alexandre Dallaire, de Sainte-Anne de Chicoutimi, marchand, a, le 6 août 1904, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 11 août 1904. 2688

District de Québec.

Louis Klineberg, de Québec, marchand, a, le 8 août 1904, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 11 août 1904. 2681

District de Kamouraska.

Joseph Aurelius Marchand, de Fraserville, marchand, a, le 4 août 1904, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Kamouraska, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 11 août 1904. 2679

District de Rimouski.

Samuel Viner, de Rimouski, marchand, a, le 9 août 1904, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 11 août 1904. 2685

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Dame Rachel Lazarus et al, Demandeurs ;

vs.

Joseph Goldberg, de la cité de Montréal, commerçant, faisant affaire sous le nom de Jos. Goldberg & Co, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le dit défendeur, a, ce jour, fait un abandon judiciaire complet de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure de la dite cour.

STEPHENS, HUTCHINS & MARGOLESE,
Avocats des demandeurs.

185, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 9 août 1904. 2691

Dans l'affaire de J. E. Voyer, Ancienne Loréte,
Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 31 août 1904, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

GEO. DARVEAU,
Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 13 août 1904. 2671

District of Chicoutimi.

Alexandre Dallaire, of Sainte Anne of Chicoutimi, merchant, has, on the 6th August, 1904, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 11th August, 1904. 2684

District of Québec.

Louis Klineberg, of Québec, merchant, has, on the 8th of August, 1904, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie Street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 11th August, 1904. 2682

District of Kamouraska.

Joseph Aurelius Marchand, of Fraserville, merchant, has, on the 4th August, 1904, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Kamouraska, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 11th August, 1904. 2680

District of Rimouski.

Samuel Viner, of Rimouski, merchant, has, on the 9th of August, 1904, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 11th August, 1904. 2686

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
In re Dame Rachel Lazarus et al, Plaintiffs ;

vs.

Joseph Goldberg, of the city of Montreal, trader, doing business under the name of Jos. Goldberg & Co, Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made a judicial abandonment of all his property in the prothonotary's office of said court, for the benefit of his creditors.

STEPHENS, HUTCHINS & MARGOLESE,
Attorneys for plaintiffs.

185, Saint James street, Montreal.
Montreal, 9th August, 1904. 2692

In the matter of J. E. Voyer, Ancienne Loréte,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 31st of August, 1904, after which date this dividend will be payable at my office.

GEO. DARVEAU,
Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.
Quebec, 13th August, 1904. 2672

Province de Québec, }
 District de Montréal. }
 In re William Jacobs, }
 Cour Supérieure.
 Demandeur ;

vs
 John Thomas Parker, maître-charretier, de la cité
 de Montréal, "The Parker Coal Ice & Cartage
 Co., Défendeur.

Avis est par le présent donné que le 9ième jour
 d'août courant, par ordre de la cour, j'ai été nommé
 curateur des biens du failli ci-haut nommé, pour le
 bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans mon
 bureau sous un mois, pour collocation des dividen-
 des.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

1598, rue Notre-Dame, Montréal.
 Montréal, 11 août 1904. 2687

Province de Québec, }
 District de Montréal. }
 In re J. W. Pilon et al., }
 Cour Supérieure.
 Demandeurs ;

vs.
 Hector Gariépy, agent, des cité et district de Mont-
 réal, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le 9ième jour
 d'août courant, par ordre de cette cour, j'ai été
 nommé curateur des biens du failli ci-haut nommé,
 pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans mon
 bureau sous 30 jours, pour garantir leur collocation
 pour dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

1598, rue Notre-Dame, Montréal.
 Montréal, 11 août 1904. 2689

Province of Quebec, }
 District of Montreal. }
 In re William Jacobs, }
 Superior Court.
 Plaintiff ;

vs
 John Thomas Parker, master-carter, of the city of
 Montreal, "The Parker Coal Ice & Cartage Co.",
 Defendant.

Notice is hereby given that, by order of this court,
 on the 9th day of August instant, I was appointed
 curator to the property assigned by the above
 named, for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within thirty
 days, to ensure their collocation for dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

1598, Notre Dame street, Montreal.
 Montreal, 11th August, 1904. 2688

Province of Quebec, }
 District of Montreal. }
 In re J. W. Pilon et al., }
 Superior Court.
 Plaintiffs ;

vs.
 Hector Gariépy, agent, of the city and district of
 Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that by order of this court,
 on the 9th day of August instant, I was appointed
 curator to the property assigned by the above named,
 for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within 30 days,
 to ensure their collocation for dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

1598, Notre Dame street, Montreal.
 Montreal, 11th August, 1904. 2690

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 33.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 33.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : --- Dme Caron
 vs Poulin, 1205 ; Charette vs Hurtubise, 1205 ;
 Collette vs Lalongé, 1206 ; Dubé vs Bureau,
 1205 ; Faillé vs Racicot, 1206 ; Giguère vs
 Dupré, 1205 ; Marcotte vs Matarad, 1205 ; Per-
 reault vs Bourret, 1215 ; Tétreault vs Lucier,
 1206.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : ---
 Dme Gagné vs Beaudoin, 1205 ; Lacasse vs
 Papineau, 1206 ; Lefebvre vs Poitevin, 1206 ;
 Orcutt vs Peebles, 1204.

ANNONCEURS : --- Avis aux : --- Concernant avis, etc.,
 1199.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : --- Avis au sujet des : --- Assem-
 blée législative, 1202 ; Conseil législatif, 1201.

FAILLIS : --- Bertrand, 1207 ; Dallaire, 1216 ; Des
 Troismaisons & Cie, 1215 ; Fyfe, 1207 ;
 Gariépy, 1217 ; Goldberg, 1217 ; Klineberg,
 1217 ; Labrecque, 1206 ; L'Ecuyer, 1207 ;
 Levesque & Cie, 1215 ; Macpherson, 1207 ;
 Macpherson et al, 1207 ; Marchand, 1216 ;
 Parker, 1217 ; Viner, 1216 ; Voyer, 1216.

LIQUIDATION : --- La Cie Electrique de Plessisville,
 1208.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE
 LANGUE : --- Municipalité du canton de Gartby,
 comté de Wolfe, 1200.

NOMINATIONS : --- Cour des commissaires : --- Sainte-
 Aimé, comté de Richelieu, 1199.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO PROPERTY : --- Dme
 Caron vs Poulin, 1205 ; Charette vs Hurtubise,
 1205 ; Collette vs Lalongé, 1206 ; Dubé vs
 Bureau, 1205 ; Faillé vs Racicot, 1206 ; Giguère
 vs Dupré, 1205 ; Marcotte vs Matarad, 1205 ;
 Perreault vs Bourret, 1215 ; Tétreault vs Lucier,
 1206.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD : ---
 Dme Gagné, vs Beaudoin, 1205 ; Lacasse vs
 Papineau, 1206 ; Lefebvre vs Poitevin, 1206 ;
 Orcutt vs Peebles, 1204.

ADVERTISERS : --- Notice to : --- Respecting notices.
 &c., 1199.

PRIVATE BILLS, P. Q. : --- Notices respecting the : ---
 Legislative Assembly, 1202 ; Legislative Council,
 1201.

INSOLVENTS : --- Bertrand, 1207 ; Dallaire, 1216 ;
 Des Troismaisons & Co, 1215 ; Fyfe, 1207 ;
 Gariépy, 1217 ; Goldberg, 1217 ; Klineberg,
 1217 ; Labrecque, 1206 ; L'Ecuyer, 1207 ;
 Levesque Et Co, 1215 ; Macpherson, 1207 ;
 Macpherson et al, 1207 ; Marchand, 1216 ;
 Parker, 1217 ; Viner, 1216 ; Voyer, 1216.

LIQUIDATION : --- The Plessisville Electric Coy, 1208.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH
 IN ONE LANGUAGE ONLY : --- Municipality of the
 township of Gartby, county of Wolfe, 1200.

APPOINTMENTS : --- Commissioners' court : --- Sainte-
 Aimé, county of Richelieu, 1199.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—
Par Jos. Ed. Murdock McKenzie, 1200 ; P.
Laplante, 1201.

PROCLAMATION :—Convocation des chambres, 1199.

RÈGLE DE COUR :—Ratray vs Arthur Bros, 1209.

VENTE DE FAILLITE :—Sadler, 1208.

VENTES PAR LICITATION :—Dme Tabb vs Dme
Tabb et al, 1210 ; Thomson vs Thomson et al,
1209.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

BEDFORD :—Patterson vs Boyce, 1211.

CHICOUTIMI :—Villeneuve, failli, 1211.

IBERVILLE :—Laplaine vs Dupras, 1212.

MONTRÉAL :—Bruneau vs Prud'homme, 1212 ;
Lafortune vs Prud'homme, 1213 ; Meilleur vs
The Liverpool, London & Globe Insurance
Coy, 1213.

TROIS-RIVIÈRES :—Héon vs Lainesse, 1214 ;
Lafontaine vs Cie de Briqueterie Nationale,
1214.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—
By Jos. Ed. Murdock McKenzie, 1200 ; P.
Laplante, 1201.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1199.

RULE OF COURT :—Ratray vs Arthur Bros, 1209.

INSOLVENT SALE :—Sadler, 1208.

SALES BY LICITATION :—Dme Tabb vs Dme Tabb et
al, 1210 ; Thomson vs Thomson et al, 1209.

SHERIFFS' SALES :

BEDFORD :—Patterson vs Boyce, 1211.

CHICOUTIMI :—Villeneuve, insolvent, 1211.

IBERVILLE :—Laplaine vs Dupras, 1212.

MONTREAL :—Bruneau vs Prud'homme, 1212 ;
Lafortune vs Prud'homme, 1213 ; Meilleur vs
The Liverpool, London & Globe Insurance
Coy, 1213.

THREE RIVERS :—Héon vs Lainesse, 1214 ;
Lafontaine vs Cie de Briqueterie Nationale,
1214.